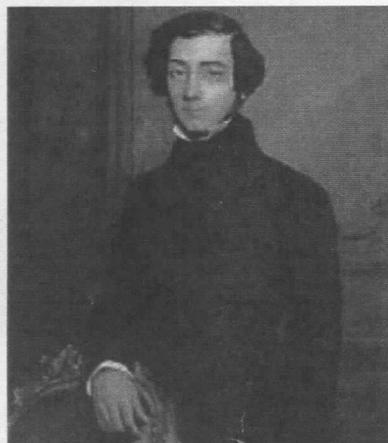


## Chapitre 4

# COMMENT LES POUVOIRS PUBLICS PEUVENT-ILS CONTRIBUER À LA JUSTICE SOCIALE ?

### Introduction. Idéal démocratique et inégalités

Alexis de Tocqueville, grand politologue, observateur brillant des sociétés occidentales, l'écrivait, dans *De la démocratie en Amérique* (1835-1840) : les populations occidentales ont une « passion pour l'égalité ». Toute l'histoire de l'Occident depuis un millénaire peut être décrite comme celle des progrès, lents, heurtés, mais inexorables, vers un accroissement de l'égalité entre les citoyens : égalité politique d'abord, égalité des revenus ensuite. Nous sommes aujourd'hui attentifs en permanence aux écarts par rapport à notre voisin, notre collègue, notre ami, tel ou tel personnage public : sommes-nous mieux payés ? sommes-nous traités aussi justement ? Cette attention pour la question de l'égalité est confirmée par la devise de la République française : « Liberté, égalité, fraternité ». Et par la nature du régime politique dans lequel nous vivons : la démocratie n'est rien d'autre en effet qu'un régime où les dirigeants ne sont pas supérieurs aux citoyens, mais à leur service, car c'est le peuple (*demos*) qui détient le pouvoir (*kratos*) ; chaque citoyen, au moment d'élire un dirigeant ou de voter un référendum, possède une voix et une seule (un homme, une voix). Ainsi, l'idéal de la vie démocratique, l'idéal démocratique, c'est d'une certaine façon l'égalité parfaite entre tous les hommes.



Pourtant, comme nous l'avons vu de façon très détaillée dans les chapitres précédents, l'égalité, même si elle a fait des progrès, est loin d'être parfaite. Il y a des écarts parfois très importants entre les citoyens, dans de multiples domaines de la vie économique et sociale, et les moins favorisés tendent à cumuler les handicaps, de sorte que les inégalités ont tendance à se reproduire dans le temps, du début à la fin de la vie, ou d'une génération à une autre. On peut alors penser qu'il y a de l'injustice dans notre société, de l'injustice sociale. C'est d'ailleurs ce que pensent beaucoup d'habitants de notre pays. Dans *Les Français face aux inégalités et à la justice sociale* (2011, Armand Colin), Michel Forsé et Olivier Galland rappellent ainsi que 89 % des personnes interrogées pensent qu'il y a trop d'inégalités en France.

Il y a donc un large accord (au moins apparent) de la population pour que les **pouvoirs publics (l'Etat, les collectivités territoriales, les administrations publiques)** prennent des mesures visant à plus de justice sociale... toutefois les injustices sociales qui demeurent laissent supposer que de telles mesures ne sont pas toujours faciles à prendre. Comment expliquer cela ?

Cela tient en fait à trois choses : premièrement, à la difficulté pour les pouvoirs publics de se fixer des objectifs clairs (section 1) ; deuxièmement, à ce que la lutte contre les inégalités *économiques*, même si elle est maintenant faite de multiples façons, et avec une certaine efficacité (section 2) rencontre des obstacles (sections 3) ; troisièmement, au fait que la lutte contre les inégalités sociales est elle aussi problématique (section 4).

### 1. Tendre vers la justice sociale : un objectif moins clair qu'il n'y paraît

Cela tient d'abord à la notion de justice sociale elle-même. La **justice sociale** peut se définir comme **l'ensemble des principes qui régissent la répartition des droits et des devoirs entre les membres d'une société**. Elle indique qui a droit à quoi et qui doit quoi dans une société donnée. Cette définition simple masque une grande diversité de situations et des problèmes épineux :

- Tout d'abord, la justice sociale se définit par rapport à une société donnée : elle n'est pas forcément la même dans deux pays voisins, et à plus forte raison dans deux pays très éloignés géographiquement et

culturellement. Ne pas payer ses impôts peut paraître juste pour la plupart des habitants dans certains pays, et très injuste pour les habitants d'autres pays. Recevoir de fortes indemnités chômage peut paraître normal et juste dans certaines régions du monde, choquant dans d'autres. Etre payé des millions de dollars ou d'euros choquera beaucoup dans certains pays, beaucoup moins dans d'autres.

- Ensuite, elle n'est pas forcément la même pour tous les habitants d'un pays. L'extrême gauche française considérera totalement injuste que certains habitants touchent le SMIC ou soient au chômage tandis que certains P.D.G. perçoivent des rémunérations plus de cent fois plus élevés. La gauche modérée jugera cette situation injuste. La droite estimera que c'est un mal nécessaire, voire une situation qui récompense les plus méritants – et donc pas une injustice.

- Enfin, et c'est ce qui nous préoccupera dans cette section, chercher à établir une égalité entre les habitants du pays soulève une question complexe : quelle égalité faut-il viser, faut-il privilégier ? Evidemment, on peut distinguer les inégalités économiques, les inégalités sociales, les inégalités politiques... Mais, et cela



complicite encore les choses, on peut distinguer aussi **les inégalités des droits, des situations et des chances**. Certains habitants peuvent être pour l'une, mais pas pour les autres. Et, ce qui rend encore plus épineux le problème, c'est que certaines de ces égalités sont contradictoires !

## 2. Les politiques de lutte contre les inégalités économiques : un Etat-providence, quatre façons de combattre les inégalités

Néanmoins, beaucoup est fait pour corriger au moins en partie les inégalités : chaque année, l'Etat ponctionne les citoyens de nombreuses taxes destinées à alimenter son budget, dont une grande partie permettra de corriger des inégalités ; chaque année, la sécurité sociale, qui travaille sous le contrôle de l'Etat, prélève d'importantes cotisations qu'elle redistribue ensuite en prestations diverses, donnant ainsi lieu à des versements de revenus de transferts qui constituent, pour certains ménages, plus de la moitié de leurs revenus. Pour comprendre les questions de justice sociale, il faut s'intéresser au fonctionnement des différents systèmes de correction des inégalités.

